

TOR

Informations sur le poste

Titre du poste : Expert en suivi et évaluation

Lieu d'affectation : N'djamena, Tchad

Date de début : Orientativement le 1er septembre 2023

Rend compte à : Coordinateur de projet, directeur exécutif de l'ECES, chef du programme et de l'administration de l'ECES

Durée : 10 mois sur 48 avec un calendrier à convenir avec la délégation de l'UE

Date limite de soumission : 12 juillet 2023

Contexte organisationnel

ECES est une fondation indépendante, non partisane et sans but lucratif, dont le siège se trouve à Bruxelles et dont la mission est mondiale. L'ECES a été créée fin 2010 à l'initiative de Fabio Bargiacchi, qui en est aujourd'hui le directeur exécutif. L'ECES a déjà mis en œuvre des activités dans plus de 50 pays, principalement, mais pas seulement, en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, et principalement grâce au financement de l'UE et des États membres de l'UE.

L'ECES promeut le renforcement électoral et démocratique en fournissant des services de conseil et un soutien opérationnel par le biais de méthodologies innovantes de gestion de projets et de gestion financière. Dans nos activités, nous mettons l'accent sur le développement des capacités et du leadership en utilisant les échanges entre pairs et les expériences comparatives pour promouvoir le dialogue et la prévention et l'atténuation des conflits électoraux.

L'ECES a élaboré et protégé sa stratégie intitulée "A European Response to Electoral Cycle Support - EURECS", qui est mise en œuvre par le biais d'autres méthodologies et outils spécifiques, ce qui représente un total de 20 droits d'auteur. EURECS est un mécanisme innovant de mise en œuvre d'activités d'assistance électorale et démocratique qui sont principalement conformes aux valeurs européennes et aux politiques de l'UE visant à faciliter la coopération en matière électorale entre l'UE, les États membres de l'UE et leurs pays partenaires.

ECES a obtenu les certifications TRACE et ISO 9001 pour sa transparence financière et son système de gestion de la qualité. Nous mettons en œuvre nos activités par l'intermédiaire d'un personnel véritablement international, multiculturel et multilingue. Avec des personnes d'au moins 60 nationalités différentes, capables de travailler dans au moins 30 langues, nous sommes aussi diversifiés que les acteurs électoraux avec lesquels nous coopérons dans le monde entier.

Cette vision autochtone et notre esprit d'innovation nous permettent de mieux mettre en œuvre l'assistance électorale et nous aident à nouer des relations solides, notamment parce que nous pouvons communiquer et travailler dans de nombreuses langues et donc comprendre de nombreuses cultures.

ECES, avec le Collège d'Europe en tant que chef de file et d'autres partenaires, met en œuvre au nom de l'UE le projet ERMES, appelé European Resource for Mediation Support, qui est un outil stratégique pour le rôle de l'UE dans la médiation et le dialogue. L'ECES fournit l'expertise clé et le bureau du projet est situé au sein de notre siège.

Dans ce contexte, l'ECES est également fière d'être membre du européen pour la consolidation de la paix Bureau de liaison la plus grande et la plus importante plateforme européenne de la société civile, qui regroupe 50 organisations indépendantes et groupes de réflexion de 17 pays européens engagés dans la construction de la paix et la prévention des conflits.

Contexte du projet

Le Projet d'Appui au Parlement et aux Processus Electoraux (PAPPE) vise à promouvoir la gouvernance démocratique au Tchad et à soutenir ceux qui travaillent à étendre le champ des libertés et à s'assurer qu'elles sont appliquées dans la pratique.

Plus spécifiquement, l'action vise à :

1. Améliorer la gouvernance inclusive et la transparence des processus électoraux de manière structurée avec une attention particulière aux aspects de genre.
2. Renforcer le parlement tchadien post-transition pour rendre la gouvernance du pays plus transparente, inclusive et efficace, et permettre à l'organe législatif d'exercer un contrôle effectif sur l'exécutif.

Pour ce faire, l'action contribuera à développer les capacités institutionnelles et professionnelles des acteurs clés du développement démocratique, dont certains sont déjà en place et d'autres seront connus ou mieux définis une fois le processus de révision constitutionnelle en cours achevé. Il s'agit du futur Parlement du Tchad, du futur organe de gestion des élections (OGE), du Bureau permanent des élections (BPE), de l'actuelle Cour suprême et/ou du futur Conseil constitutionnel, de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et de la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel (HAMA). L'action appuiera également la société civile (associations impliquées dans la gouvernance, associations représentant les femmes et les groupes de personnes en situation de vulnérabilité) et les médias (publics, religieux, associatifs, communautaires et commerciaux) dans leur rôle d'information et de sensibilisation à la démocratie, aux droits et devoirs de la citoyenneté, aux droits de l'homme y compris l'aspect genre, et à la participation citoyenne.

L'action soutiendra également les autorités traditionnelles dans le renforcement de leur rôle dans la prévention des conflits et la médiation, ainsi que dans la sensibilisation aux droits des femmes et des jeunes filles. Conformément aux priorités nationales et dans le cadre de son partenariat avec le Tchad, l'UE a réservé 56 millions d'euros dans le programme d'action annuel (PAA) 2021 pour soutenir la transition politique. L'action proposée fait suite et complète le Projet d'appui à la transition démocratique au Tchad de l'UE, qui soutient le processus de réforme constitutionnelle et de réforme juridique et institutionnelle, ainsi que le Projet d'appui au référendum constitutionnel et aux élections présidentielles.

Le Projet d'Appui au Parlement et aux Processus Electoraux (PAPPE) vise le moyen et le long terme et ne s'inscrit pas dans un processus électoral spécifique.

La transition politique en cours au Tchad depuis avril 2021 est régie par une Charte de la transition révisée en octobre 2022 qui stipule que, sauf abrogation expresse, les lois et règlements en vigueur qui ne sont pas contraires à la Charte restent pleinement applicables. Celle-ci s'applique implicitement à la Constitution du Tchad, adoptée en 2018 et révisée en 2020, dans l'attente de la révision constitutionnelle en cours de préparation. Il en résulte un cadre législatif très évolutif dont les contours ne sont pas encore figés, couplé à des conditions politiques et sociales volatiles. Ce contexte nécessite une grande flexibilité et réactivité dans la conception et la mise en œuvre de l'action, une coordination étroite avec la Délégation de l'UE au Tchad, des évaluations périodiques et d'éventuels ajustements.

Cette action tient compte des recommandations de la Mission d'Observation Electorale de l'UE (MOE UE) de 2011 et des avis des experts électoraux mandatés par l'UE pour les élections de 2016, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités des organisations permanentes en charge du processus électoral. L'action s'appuie également sur les rapports et recommandations des projets successifs d'assistance électoral de l'UE déployés au Tchad depuis 2019.

Fonctions / Principaux résultats attendus

Sous la direction quotidienne du coordinateur de projet, du directeur exécutif de l'ECES, du chef de programme et de l'administration de l'ECES, l'expert en suivi et évaluation aura les responsabilités spécifiques suivantes et fournira les résultats suivants :

- Assurer une coordination efficace entre le projet et la délégation ;
- Suivi général du projet, y compris le respect des exigences en matière d'établissement de rapports à l'intention du donateur ;
- Fournir une analyse des scénarios politiques électoraux ;
- Il a veillé à ce que des informations sur les progrès et les résultats soient disponibles en temps voulu en compilant, organisant, analysant, contrôlant et préparant les données pour les rapports de situation, les fiches d'information, les rapports des donateurs, les notes d'information et d'autres produits d'information ;
- Compiler des rapports d'avancement hebdomadaires et d'autres rapports sur le projet conformément aux exigences du projet (à mi-parcours et final) ;
- Assurer la liaison avec le personnel concerné du projet afin de garantir un flux d'informations régulier et opportun, de sorte que des données complètes sur les mouvements d'intrants soient continuellement saisies et mises à jour ;
- Élaborer des plans de suivi et d'évaluation, ainsi que des indicateurs de performance pertinents
- Assurer le respect des plans administratifs, de suivi et d'évaluation du projet et des indicateurs de performance pertinents ; assurer le contrôle de la qualité des résultats du suivi et de l'évaluation, notamment en contribuant à la conception et aux essais sur le terrain de la méthodologie de suivi, examiner, superviser la conception et la mise en œuvre des tâches analytiques effectuées dans le cadre de ce contrat.
- Examiner le système/mécanisme de suivi et d'évaluation, le processus et les procédures du projet, ainsi que les formulaires et les formats pour les activités du projet dans le cadre de ses différentes composantes ;
- Administrer le partenariat du projet, notamment en rassemblant et en examinant les rapports intermédiaires et finaux des partenaires du consortium, en veillant à ce que les documents et les dossiers soient complets, en coordonnant les rapports externes et en étant le premier point de contact pour les questions relatives à la conformité posées par les partenaires du consortium ;
- Suivi et rapport en temps utile sur le respect des "lignes directrices opérationnelles" pour la mise en œuvre des activités et le décaissement des fonds correspondants.
- Documenter les enseignements tirés, préparer des notes d'information et des rapports à l'intention de la DGUE et de la communauté internationale concernée.
- Superviser le responsable de la communication dans la mise en place et la mise à jour du bulletin d'information du projet et soutenir d'autres activités de diffusion de l'information.
- Travailler avec le directeur administratif et financier pour s'assurer que toutes les obligations liées à la subvention du projet sont incluses et mises à jour dans le plan de travail de l'organisation ;
- Aider à la préparation des examens et des audits internes et externes des projets ;
- Superviser la préparation des ateliers et des formations organisés par le projet, sur l'ensemble de ses composantes
- Autres tâches demandées par le directeur de projet

VALEURS

- Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques de l'ECES ;
- Fait preuve de sensibilité et d'adaptabilité en matière de culture, de genre, de religion, de race, de nationalité et d'âge ;
- Faire preuve d'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques de l'ECES.

Qualifications en matière de recrutement

Éducation :	Diplôme supérieur en administration, sciences politiques, droit, relations internationales ou autre domaine connexe.
-------------	--

Expérience :	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins 4 ans d'expérience professionnelle dans la gestion des opérations, de l'administration et des finances d'organisations à but non lucratif et d'organisations internationales ; • Expérience professionnelle préalable dans le cadre de projets financés par l'UE ; • Au moins 4 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des élections et des domaines connexes ; • Intérêt particulier pour la bonne gouvernance et les domaines liés aux élections ; la connaissance de l'approche du cycle électoral, de l'observation des élections et de l'assistance électorale est indispensable ; • Bonnes compétences en matière de négociation et de gestion de projet ; • Connaissance pratique des stratégies de suivi et d'évaluation ; • Capacité à hiérarchiser le travail, à effectuer plusieurs tâches à la fois et à respecter les délais ; • Un bon jugement analytique ; • Capacité à travailler de manière efficace et orientée vers les résultats dans un environnement multitâche ; • Solides compétences en matière de planification, de communication et de rédaction ; • Solides compétences interpersonnelles et flexibilité, responsabilité, intégrité, travail en équipe, motivation personnelle, disposition à travailler en dehors des heures normales de travail ; • Excellentes connaissances informatiques ; • Capacité à travailler efficacement sous pression, dans des conditions difficiles et pendant de longues heures ; • Capacité à traiter avec diplomatie et de manière responsable et flexible des questions politiques sensibles.
Exigences linguistiques :	Excellent niveau de français à l'écrit et à l'oral. La maîtrise de l'arabe et du français est considérée comme un atout.